16e année - N° 153 L'ex. : un franc Nov.-Déc. 1967

CONTRE COURANT

Le périodique de la question sociale



La guerre du Vietnam finira-t-elle grâce au mouvement pacifiste américain qui prend de l'ampleur ? Tant d'intérêts sont en jeu ! Voilà des vues publiées par *Life*, le grand magazine des *U.S.A.* : tirage 7 millions.

A TOUS LES AMIS

Vous êtes à présent au courant de la mauvaise aventure qui m'est arrivée. Je ne peux dire que cela marche sur des roulettes, mais enfin, après un mois d'hôpital, je suis rentré chez moi, sorti, semble-t-il, d'affaire. Mais l'alerte a été chaude et je suis tenu à me ménager.

Donc il va falloir, bon gré mal gré, nous en tenir pour l'exercice 1968 *à la parution réduite et renoncer aux projets d'antan. Toutefois il ne saurait être question d'abandonner la parution du périodique.*

Les visites que je pensais faire aux compagnons de la région niçoise et marseillaise sont remises à l'an prochain, puisque c'est à Rodez, sur un lit d'hôpital, que j'ai passé mes dernières vacances et le temps réservé auxdites visites. Il en est de même de la tournée projetée sur les bords de la Loire où je devais entretenir les amis de Bakounine et de ses démêlés avec Marx. Il faut avant tout que la parole revienne aussi claire qu'avant. Cette semi-hémiplégie du côté gauche fait que j'avais perdu la parole et qu'aujourd'hui je bredouille encore. Moins à l'heure où je corrige ces épreuves.

J'attire aussi l'attention sur le fait qu'un nombre de lecteurs assez important a négligé de se réabonner pour 1967. *Il est indispensable qu'ils se mettent à jour, d'abord parce que le geste est régulier s'il ne pensent pas se séparer de la revue, ensuite parce que ce coup dur ne me permet plus de me substituer à eux en l'occurrence. Chacun le comprendra car alors il est inutile de se décarcasser à faire des abonnés tout le long de l'année, s'il faut au bout de l'an constater nombre de négligences et de défections. Peu souhaitable en effet de tisser à la manière de Pénélope.*

A part cela, j'ai bon espoir et en ma santé et en le développement favorable de Contre-courant.

L'ANIMATEUR DE « CONTRE-COURANT »

Mouvement Neutraliste mondial

Depuis un certain temps déjà nous n'avions plus de nouvelles de ce groupement qui devait nous donner régulièrement des comptes rendus de son activité. Nous avons eu tout récemment les explications verbales, très satisfaisantes, de son secrétaire Le-Minh-Hai qui, ayant quitté Marseille, a eu quelque mal à s'installer à Paris. Il a le plaisir de reprendre contact avec nos lecteurs et ses amis de la *Tribune neutraliste* et nous prie de communiquer sa nouvelle adresse pour le secrétariat du mouvement et son organe officiel : *B.P. n°* 87-06, *Paris*. Les lecteurs, adhérents, revues et journaux qui pratiquent l'échange sont donc priés dorénavant d'utiliser cette nouvelle domiciliation.

CONTRE-COURANT

LE PERIODIQUE DE LA QUESTION SOCIALE

Les amis adresseront tout ce qui concerne le journal et le service des livres, *nominalement,* à Louis LOUVET, 24, rue Pierre-Leroux, Paris (7e) Chèque postal 880-87 Paris. Téléphone SEGur 09-68

Ce qu'il faut dire

UNE TUILE DE TAILLE. — La nouvelle que je vais donner fait suite à l'annonce faite dans le dernier numéro. Après avoir échappé de peu à la paralysie totale et au ramollissement du cerveau, je vais mieux, mais je suis flageolant sur mes jambes et hors d'état de m'occuper activement de quoi que ce soit. D'ailleurs je dois me reposer absolument jusqu'à la fin de l'année, m'ont dit les médecins.

C'est enrageant au moment même où *Contre-courant* partait à une allure qui faisait plaisir à voir. Enfin, c'est la poisse ! Il ne saurait être question de cesser la parution. Simplement de la ralentir d'ici l'année qui vient. Ce numéro sera donc le dernier de l'année. Le prochain paraîtra en janvier 68.

Nous verrons l'année prochaine ce qui pourra se faire. Adieu à une meilleure rotation qui avait été envisagée, simplement continuer sur la lancée, voilà le programme. Bien sûr, sans ce contretemps de taille tout se présentait bien. Côté prospection, des abonnements nouveaux sont enregsitrés. Des collaborations nouvelles se font jour. Henri Poulaille nous a donné une longue étude sur *la Religion médicale,* Jacques Duboin, l'apôtre bien connu de l'abondancisme, nous a promis sa collaboration, aussi Elysée Reybaud et combien d'autres !

Nous pouvions établir un bilan positif sans ce stupide accroc à ma santé. Mais si la fin de cette année m'oblige à un repos forcé, il n'en est pas de même pour l'année 1968, que je pense favorable. Patience donc, ayez confiance, comme moi-même dans ma vieille carcasse, que le mauvais sort n'a pas vaincue. Je vais passer ce repos forcé à préparer les prochains numéros, qui seront, je l'espère, en progression sur ce qui a été présenté jusqu'à ce jour.

C'est pourquoi je sollicite VOS ABONNEMENTS POUR L'ANNEE QUI VIENT (sans oublier l'année écoulée pour les retardataires impénitents), tout en m'excusant de ce repos temporaire imprévu, mais auquel je ne puis me

soustraire sans conséquence grave. L'obligation de mener de front les travaux du journal et ceux destinés à compléter une retraite d'un rapport insuffisant est responsable, en partie, du mauvais tour dont je me remets peu à peu.

A très bientôt donc.

Louis LOUVET

P.S. — Pour ceux qui voudraient me rendre visite durant mes jours de réclusion, voici l'adresse à toutes heures du jour : 26, et non 24, rue Pierre-Leroux, rez-de-chaussée, couloir à gauche (C), porte *en face* l'escalier.

COMMUNIQUES

FOYER INDIVIDUALISTE D'ETUDES SOCIALES. — Au café St-Séverin (salle du sous-sol), 3, place St-Michel (métro St-Michel) :

DIMANCHE 12 NOVEMBRE à 14 h 30

Importante conférence de P. BARKAN
Conservateur polyglotte à la Bibliothèque nationale

LES LANGUES DANS LE MONDE
LEURS ASPECTS, LEURS PROBLEMES

Trente-cinq ans de réflexion d'un linguiste. Origine et évolution des langues. Classification : diversités et similitudes.

Réunions du Foyer (même salle) : *Vendredi* 17 *novembre,* à 20 h 30 : Petite causerie sur « la Patrie » par M. RENOT. *Vendredi* 24 *novembre :* « Entre amis ».

VIENT DE PARAITRE. — Le texte de la belle conférence donnée au « FOYER » sur : PAUL ROBIN par *Jeanne Humbert*. Envoi franco contre 3,60 francs.

RENCONTRE DE MILITANTS A BLOIS
LE 12 NOVEMBRE 1967

De nombreux militants se sont rencontrés le 1er octobre 1967 et se sont mis d'accord sur des points essentiels en vue d'un regroupement. Une deuxième réunion de travail a lieu à Blois le 12 novembre 1967 à 9 heures du matin. Pour y prendre part et recevoir toute documentation sur ce qui a été fait comme sur ce qui est en projet, s'adresser à *Senez André,* 72-La Chapelle-Gaugain (Sarthe). Joindre un timbre pour la réponse.

MARSEILLE. — CONFERENCE par *A. Lapeyre,* dimanche 19 novembre, salle Mezenot, rue d'Aubagne, à 9 h 30, sous la présidence de *Me H. Juélien,* avocat au barreau, et organisée par *Culture et Liberté*. Sujet traité : LA REVOLUTION ESPAGNOLE (1936-1939).

Un point de vue syndical

DANS LES P. T. T.

Les services des P. et T. fonctionnent fort mal. Chacun a pu s'en rendre compte sans difficulté. Récemment une grève a perturbé la distribution du courrier, empêché les diverses opérations postales quotidiennes. Quelles en sont les motifs ? Entre autres, nous publions ci-dessous une thèse syndicaliste qui dénonce les principales causes du malaise existant dans ce service public indispensable à la vie de la nation.

Qui sont-ils ?

Le recrutement P.T.T. est pratiquement inexistant sur Paris. Les régions à faible développement ou en reconversion économique (où les problèmes de l'emploi sont aigus), ainsi que les jeunes migrants ruraux, sont les composantes du recrutement P.T.T. à Paris. Dix-sept départements de l'Ouest et du Sud fournissent en fait la grande partie des postiers parisiens, ils arrivent dans la capitale où la crise du logement sévit. La possibilité de retourner en province est souvent hypothétique, les délais d'attente sont parfois très longs... entre-temps il faut se loger...

— 90.000 postiers travaillent dans la région parisienne, 8 à 10.000 y sont nommés chaque année. Ils forment un groupe dont la caractéristique essentielle est de fournir les candidats à la chambre d'hôtel, à la mansarde, aux taudis, etc.

Foyer, chambre d'hôtel, mansardes...

Les agents des P.T.T. arrivant à Paris peuvent être logés 3 à 12 semaines (selon les possibilités du moment) en « foyer-dortoir » (2, voire 3 lits par chambre !). Les conditions de vie en foyer sont particulièrement difficiles, les horaires de service très variés amènent, dans les chambres, rentrées et départs à toutes heures, rendant tout repos impossible. Les foyers tiennent plus d'ailleurs de l'organisation régimentaire que d'un système de dépannage tenant compte de la dignité du travailleur.

Le délai de 3 à 12 semaines passé, l'agent des P.T.T. doit se débrouiller pour se loger, on lui versera durant les 3 premiers mois, 60 F par mois (et il faut les réclamer !).

Comment peut-on se loger lorsque l'on gagne en débutant de 650 F à 750 F par mois ? Peut-on s'offrir :
— des loyers de 600 à 800 F par mois ;

— des reprises de 5.000 à 10.000 F ;
— l'accession à la propriété avec l'apport nécessaire de 20.000 à 30.000 F. NON.

Il reste :

La chambre d'hôtel : entre 150 F et 200 F par mois, mais les hôteliers ne donnent une chambre au mois qu'en la louant le premier ou les deux premiers mois à la journée (le double). **La loge de concierge** : les gardiennes commencent à être une spécialité P.T.T. ! De même, après de patientes recherches, on déniche la **mansarde**, la **chambre de bonne**, sans eau, bien souvent au 6e et 7e étages...

Je suis fier d'être ministre des P.T.T...

La situation n'est pas noircie, nous ne rapportons que la stricte réalité...

L'administration des P.T.T. sait tout cela, elle a accepté cet état de fait. « Le personnel P.T.T. est voué à l'hôtel, à la mansarde, aux taudis. » Est-ce une fatalité ? N'y a-t-il rien à faire ?

« Les postiers sont une Providence, ils font ma fortune » déclarait un hôtelier du XVe, pratiquant un racketing scandaleux en mettant des jeunes à trois par chambre. Etes-vous fier, monsieur le ministre, de laisser des jeunes filles mineures en hôtel, et avec les salaires versés ce ne sont pas le « Carlton » ou le « Crillon », mais les gourbis et les hôtels borgnes gérés par les « marchands de sommeil ».

Les P.T.T. ne font pas face à leurs responsabilités.

● Le montant des crédits sociaux représente 0,57 % de la masse salariale, c'est très inférieur à toute entreprise comparable. Signalons que les employeurs doivent verser au titre logement 1 % de la masse salariale... Pourquoi les P.T.T. en sont-ils dispensés ?

● 6.000 demandes de logement ? Et nous savons que beaucoup d'agents n'en font pas, seuls les cas extrêmes ayant une chance d'être retenus...

Ce qui existe... une goutte d'eau dans la mer...

● La capacité des foyers est de 1.200 places, certaines branches P.T.T. étant mieux nanties que d'autres, ce qui pose évidemment le problème d'une véritable **Direction Régionale des Services Sociaux** pouvant coordonner et mettre à la disposition de tous, quelle que soit leur branche, les possibilités sociales de l'administration.

● 700 logements par an sont attribués après mutation des agents, c'est une goutte d'eau face aux besoins...

● Certes, des difficultés existent, la réservation ou l'acquisition de terrains à bâtir dans la capitale ou la banlieue proche devient difficile, même impossible !

● 4 % seulement des agents séjournant depuis huit ans en moyenne dans la région parisienne ont reçu une aide de l'Administration ou de la mutuelle et pourtant 80 % se déclarent logés dans des conditions mauvaises, médiocres ou lamentables...

● L'Administration peut-elle nous dire combien de couples originaires de province ont choisi la séparation ? Le mari travaillant à Paris, la femme restant à élever son enfant en province dans des conditions de logement décentes.

La situation se détériore :

● Malgré l'importance des besoins, les crédits de paiement pour le logement du personnel passant de 14 millions à 11 millions, **soit une diminution de 3 millions !**

● A cause de la législation en vigueur, de la spéculation foncière, et de l'imprévoyance des organismes officiels, aucune politique sérieuse n'a été faite pour acheter des terrains à bâtir.

● Les programmes de construction, les réservations H.L.M. se situent en grande banlieue, tandis que les concentrations de personnel P.T.T. sont à Paris-ville, dans les grands centres de tri, de chèques et centraux téléphoniques.

● Les prises de service à 6 heures ou 6 heures 30 du matin posent de difficiles problèmes de transport.

● L'augmentation du trafic P.T.T. exigeant de nouveaux emplois, amènera un nombre accru de candidats au logement. Les P.T.T., reconnaissent « que les besoins sont croissants et que la situation est tendue ».

Des solutions sont possibles :

● Tout d'abord par l'affirmation d'une réelle politique sociale aux P.T.T. Les crédits sociaux sont très insuffisants par rapport aux besoins élevés.

● Ce versement de 1 % au titre du logement amènerait à brève échéance la solution du problème.

GALA

SERVICE CIVIL INTERNATIONAL. — Le *jeudi 9 novembre*, à 20 h 30, Palais de la Mutualité, GALA DU S.C.I. Présenté par Léo Campion, un spectacle éblouissant avec Maurice Fanon et une quinzaine d'artistes de valeur.

COURS

TOUS LES DIMANCHES, de 10 h à 11 h, Lycée Voltaire, 101, avenue de la République-11e (salle 33), *Cours complet d'Interlingua* par *René Jacobs* sous l'égide de l'*Association philotechnique*. Inscriptions 15 fr. l'an donnant droit à toutes les activités de l'Association. Se renseigner au secrétariat de l'U.I.F., 8, rue des Marronniers, 78-Fontenay-le-Fleury.

● Dans les zones de rénovations urbaines pourquoi les P.T.T., service public, n'ont droit à aucune réservation : ... La rénovation Montparnasse, Plaisance, Italie, sur Paris, a été réservée aux sociétés capitalistes, malgré la présence sur ces secteurs de très forts services P.T.T. (chèques Italie et bd de Vaugirard, centres de tri Montparnasse et bd Brune).

● Des entreprises nationalisées déplaçant aussi beaucoup de personnel, sans parvenir à des réalisations totalement satisfaisantes, ont une situation « logement du personnel » moins catastrophique qu'aux P.T.T.

Des comparaisons : E.D.F. :

Les agents de moins de 25 ans célibataires ont **avant le service militaire** une chambre individuelle dont le loyer est de 21 à 27 F par mois. **Après le service militaire,** de 60 à 100 F par mois. Pour les logements d'agents E.D.F., les demandes sont satisfaites dans le délai d'un mois environ par son service immobilier.

S.N.C.F. :

La grande majorité de jeunes sont logés en foyers et peuvent y rester plusieurs années. Des logements S.N.C.F. sont attribués et les délais d'attente sont plus réduits qu'aux P.T.T.

Finances :

Nous citerons l'exple du foyer des Finances d'Issy-les-Moulineaux où des places sont vacantes et comblées par des jeunes postiers non logés par leur Administration.

Les P.T.T., loin d'être, comme l'affirme M. Marette, l'administration qui fait le plus pour son personnel est celle qui a le service social le plus déficient.

● Le postier participant à la vie communale (courrier, opérations financières, etc.), ne devait-il pas, au niveau de la commune, avoir des réservations dans les constructions municipales ?

● Mais il ne s'agit pas de loger une catégorie professionnelle en délaissant une autre. **Le logement est un problème national qui exige des décisions politiques.**

Le logement : problème national.

Le logement est un problème national. On a pu dire que « si l'on pouvait en rire, ce serait l''un des plus beaux sujets d'hilarité des Français ». En effet, périodiquement un ministre de la Construction déclare : « maintenant, on va voir... c'est la priorité des priorités, on va construire ».

Et rien ne se fait : régler le problème du logement est pourtant possible, il faut y mettre le prix et faire les choix politiques qui s'imposent.

1) Tout d'abord **une plus grande part du revenu national doit être consacrée au logement.** Récemment le Premier ministre reconnaissait volontiers que la Ve Républi-

que n'avait pas réglé le problème du logement... en fait la situation a empiré depuis huit ans. De 1958 à 1966, la construction a moins progressé que le revenu national (+ 2,9 alors que le produit national augmentait de 4,1 %), l'aide publique à la construction a diminué de 1/3 sous la V[e] République. Alors que 4 % du produit national est consacré à la construction en France, l'Allemagne y consacre 5,8 %, l'Italie 6,2 %, la Suisse 7 %.

2) L'effort de construction doit être fait en faveur de ceux qui ont le plus de besoins... C'est une justice élémentaire de loger les plus défavorisés, cela veut dire l'augmentation de la construction à caractère social (H.L.M. en particulier).

3) Il faut trouver une solution au problème des sols à bâtir dans les grandes villes (le coût des terrains à bâtir a augmenté de 900 % en 10 ans !), il faut **municipaliser les sols à bâtir.** Chaque commune, « **municipalise les terrains** » pour son programme de construction et indemnise en ne tenant pas compte de la spéculation foncière.

4) Enfin, pour imposer une véritable politique du logement il faut créer un **Service National de l'Habitat** qui dégagerait une **politique financière**, une **politique foncière** (aménagement du territoire, réservation des terrains, rénovation de certains quartiers, etc.), **une politique technique** (rationalisation, normalisation, commandes groupées, modernisation de la construction) et **une politique d'entretien** (gestion et entretien du patrimoine immobilier).

C'est une honte nationale que de laisser des familles, des jeunes dans des conditions de logements précaires, désastreuses, ou hors de prix. Des solutions sont possibles, nous l'avons vu, tant aux P.T.T. qu'au plan national. Cela suppose au plan national une **autre politique,** celle qui fait prévaloir l'intérêt général sur les profits particuliers. Les pouvoirs publics doivent intervenir dans la vie sociale pour rendre à l'homme un droit inaliénable, celui de se loger.

Une action à mener...

Tout d'abord pour montrer l'importance aux P.T.T. du problème logement, **chaque agent doit faire une demande de logement** au bureau d'ordre, et chaque année la maintenir... il faut que la vérité éclate ; les besoins sont immenses.

La Lettre syndicaliste révolutionnaire de l'Ouest (Bretagne-Vendée) invite les camarades de la C.N.T. a prendre contact avec *Michaël Brard,* 5, place du Commerce, a Nantes ; pour les questions de doctrine, avec *Y.M. Biget* pour le Conseil économique et social de la région Bretagne-Vendée ; avec *Alexandre* au sujet de la trésorerie. Les camarades du S.I.A. s'adresseront à *Le Lanne* de Brest. — *Y.M. Biget* — Vertou-44.

De nombreuses audiences vont être faites dans toutes les directions parisiennes, à la direction régionale du service social, et au ministère.

C'est un premier pas, nous poursuivrons notre effort, nos démarches, notre pression pour qu'enfin le droit au logement soit reconnu.

Non, M. le ministre des P.T.T. ! Les postiers ne veulent pas rester les candidats à la chambre d'hôtel, aux taudis, aux mansardes...

AU FIL DES JOURS

SOUS LE PROJECTEUR

L'encouragement au malthusianisme. — Le Gouvernement américain se propose de subventionner les agriculteurs et de supprimer les subventions aux produits excédentaires. Cela signifie que les producteurs auront parfois plus d'intérêt à se croiser les bras qu'à travailler pour nourrir la population, tandis que les « campagnards contre la faim » continueront à nous apitoyer sur le sort des pauvres Hindous.

L'emploi, finalité du développement ? — On a pris l'habitude de considérer le développement économique comme étant nécessairement associé à la recherche du plein emploi. En fait, ce sont les usages monétaires — le caractère circulant de la monnaie — qui imposent cette association, en rendant, pour 17 millions de salariés, le revenu étroitement dépendant de la permanence et de la durée de l'emploi. Point n'est besoin toutefois d'être grand clerc, et un grain de bon sens suffit, pour juger à quelles aberrations conduit cette vue déformée, partisane, du panorama économique. On doit à cette vue saugrenue qui pourtant recueille l'adhésion des milieux dits intelligents : les gaspilages, les emplois à vide, le poids de la fiscalité animatrice des transferts, générateurs d'emplois, les névroses éprouvées par des gens imprégnés du sentiment d'être devenus des inutiles sociaux, des parasites, la seule justification de leur emploi étant de faire circuler l'argent. C'est encore l'hystérie des concentrations urbaines, les mille petits métiers où margoulins et escrocs excellent à gruger autrui, les guerres enfin, à l'occasion desquelles chacun trouve facilement un emploi.

Rien n'est donc plus absurde d'avoir fait du plein emploi la condition de la santé économique et le signe de la prospérité nationale. A Saint-Nazaire, on a mis fin au chômage en construisant des sous-marins et du matériel militaire. Le fait d'avoir des chômeurs temporairement inoccupés n'a pourtant jamais empêché les récoltes

de pousser dans les champs. Quant aux boutiques, elles sont toujours pleines de marchandises que les commerçants souhaitent écouler. Mais la règle du jeu exige que producteurs et distributeurs soient solidaires vis-à-vis des effets du chômage, cela parce que l'"on ne sait comment s'y prendre pour doter les chômeurs d'un revenu normal qui leur permette de se présenter comme consommateurs sur un marché largement approvisionné. Si la production n'a plus besoin de la totalité de l'emploi, ne convient-il pas de répartir, entre tous, le travail restant utile, en diminuant et l'effort et le temps de présence de chacun ? Du moins est-ce là ce que commanderait le bon sens. Mais pris au piège des usages monétaires, l'économie reste stupidement paralysée en raison d'une réelle répugnance à se transformer.

Il est exclu que l'on attribue aux chômeurs un revenu d'"activité. Certains titulaires de tantièmes ne font, certes, pas les mêmes complexes, leur revenu n'étant pas lié, que l'on sache, à la durée du travail qu'il leur arrive d'exercer entre un safari et une croisière en mer des Sargasses. On a tort de s'imaginer des chômeurs traumatisés pour le restant de leur vie s'il advenait que l'économie fût assez prospère pour leur offrir de temps en temps des loisirs à plein tarif, c'est-à-dire pour mettre à leur disposition, contre monnaie non transférable (cartes de crédit nominatives) les approvisionnements dont ils ont besoin et dont souvent l'on ne sait que faire sinon les détruire.

Feu sur le pianiste. — « Les entreprises qui ne gagnent pas d'argent doivent disparaître ». Tel est le propos lancé par O. Gellinier et A. Garand et repris lors de la session nantaise des Semaines sociales. Il reste donc à faire disparaître les chemins de fer, à vider les campagnes des agriculteurs endettés, à agir de même en ce qui concerne l'E.D.F. et la sidérurgie, à fermer les écoles publiques et à donner congé au personnel des œuvres de bienfaisance qui vivent de la charité publique. Comme quoi il faut parfois réfléchir avant de parler.

Henri MULLER

Marseille. — Le Ciné-Club *Culture et Liberté* a repris ses activités. 4 *novembre :* le Sel de la Terre ; *le* 18 : la Ballade du Soldat ; *le* 25 : A bout de souffle ; *le* 2 *décembre :* Que viva Mexico ; *le* 9 : Rêves de femmes *(avec un complément à chaque séance).* Elles ont lieu 29, rue Mazagran le samedi à 21 heures. Nous rappelons que, si nous dépassons le nombre fixé à 45 adhérents (70 l'an dernier), le nombre des films programmés — à votre goût — sera augmenté 1 film pour 3 adhérents nouveaux, *au même prix.* Amenez vos amis. *Tous renseignements :* Culture et Liberté, B.P. 40 Marseille-St Just. Tél. : 20-49-80, de 18 h à 20 h.

Opinions et dialogues

DIOGENE

Philo. — *C'était tout de même un être exceptionnel...*

Misan. — *A qui pensez-vous donc, au Christ mythique ?*

Philo. — *Pas du tout, je songe au plus célèbre des Cyniques, au fameux Diogène...*

Misan. — *Croyez-vous qu'il n'y ait point de sujets plus pressants et plus d'actualité que les extravagances de ce misanthrope d'un autre âge ?*

Philo. — *Hélas, non ! car ce sage posait déjà le principe de toute sociabilité : celui de la limitation des besoins. Si vous étudiez l'histoire de tous les peuples, vous constaterez qu'ils se sont bien moins entretués pour leur subsistance réelle que pour l'obtention de certains avantages tenant plus du superflu et de l'inutile que de la stricte nécessité. Sans compter leur penchant au despotisme et à la domination.*

Misan. — *Il y a beaucoup d'exactitude dans ce sombre tableau de notre évolution, mais tout de même ce Diogène n'était point sorti, tout armé de sa sagesse, de la cuisse d'un dieu ; il était bel et bien le fruit du savoir accumulé de son espèce, savoir acquis précisément en s'écartant de la vie primitive et animale dite naturelle. Les pré-hommes qui imaginèrent la massue ouvrirent l'ère de l'industrialisme et participèrent involontairement à l'évolution de ce savoir qui, seul, put permettre l'apparition d'un Diogène, d'un Michel-Ange ou d'un Einstein.*

« On ne peut empêcher le progrès sous peine de stagnation ou même de régression. Il est certain que parmi les diverses races de pré-hominiens qui précédèrent l'homme de Cro-Magnon la plupart d'entre elles furent éliminées par insuffisance intellectuelle ou combative. Ce n'est donc pas vers un retour à la vie primitive qu'il faut orienter notre évolution, mais plutôt vers une plus grande connaissance des forces naturelles pour en saisir les secrets qui permettront à notre espèce de survivre et d'accroître sa longévité.

Philo. — *Vous brossez un tableau bien optimiste de cette course à l'industrialisme scientifique qui ne laisse à l'homme aucune latitude pour la méditation, la contemplation et la jouissance du spectacle merveilleux de la vie. La sagesse n'est pas dans la complication de nos besoins et dans un américanisme forcené, pas plus qu'elle n'est dans le fatalisme oriental ou la résignation hindoue. Le savoir, le génie ont précédé le machinisme abrutissant et notre espèce peut évoluer vers sa perfection sans se muer en une civilisation de robots. C'est en ce sens que j'admire la réaction audacieuse d'un Diogène contre une évolution qui tend à réduire l'homme en une sorte d'entité anonyme agglutinée en un tout qui s'intitule « Etat ». Plus vous vous créez de besoins factices*

et plus vous dépendez du social, lequel par sa complication aboutit inévitablement aux systèmes sociaux autoritaires et despotiques. C'est pourquoi Diogène...

Misan. — *Laissez donc votre Diogène poussiéreux de côté et tâchez au moins de l'imiter, car lui au moins n'a rien écrit et...*

Philo. — *C'est en effet un dilemme bien embarrassant : si le sage se tait, sa sagesse reste ignorée, et s'il vulgarise sa pensée, il ne peut le faire qu'en délaissant sa tour d'ivoire. Quel problème !*

Misan. — *Rassurez-vous. Il ne saurait y avoir de sages muets et inconnus, et Socrate lui-même ne pouvait tenir sa langue, bien qu'il ait eu la prudence de ne rien écrire, mais je pense qu'il vous aurait approuvé dans la limitation de nos besoins. Mais qui donc aujourd'hui s'inquiète de la Sagesse ?*

IXIGREC

NOTES D'HISTOIRE

La vérité officielle et l'autre

GEORGES CLEMENCEAU ET L'UNITE DE LA ROUMANIE

Souvent ! très souvent, l'intégrité nationale d'un pays démembré a été le résultat d'un événement inconnu, ou presque inattendu. Pendant la guerre, les sacrifices des combattants, sacrifices sanglants et souvent irréparables, ont fait rehausser le prestige d'un peuple, admirer sa vaillance, mais souvent les clauses du traité de paix, favorables, ont été dues à d'autres circonstances.

En un mot, la petite histoire est plus valable que la grande. Je ne tomberai pas dans l'erreur de Guy Breton, de considérer que les histoires d'alcôve ont joué un rôle prépondérant. Loin de là ! Toutefois, je dois reconnaître que la femme est souvent, très souvent, plus subtile que l'homme, plus perspicace, et que, lorsque elle le veut, elle soulève des montagnes, c'est-à-dire enlève tout obstacle (si elle n'en ajoute d'autres !).

Pendant la guerre de 1914-1918, la Roumanie combattit aux côtés de la France contre les Empires centraux : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie auxquelles se sont ralliées la Bulgarie et la Turquie. L'Etat roumain avec l'aide de la France, créé seulement depuis 1859, formé à la culture française, fut toujours son allié dévoué. D'ailleurs, même ses aspirations nationales la dirigèrent vers cette sœur latine de l'Occident : la République française.

A l'est de la Roumanie, il y avait une province appelée la Bessarabie, enlevée par les Russes en 1878 par le traité de Berlin. Une autre province appelée Bukovine lui avait été enlevée en 1773 par l'Autriche, province située au

nord de la Roumanie. Il y avait également une autre province, la Transylvanie, occupée par les Hongrois et ensuite l'Empire autrichien-hongrois depuis mille ans. Dans toutes ces provinces l'élément roumain était majoritaire.

Après la défaite des Empires centraux, grâce à l'avance du général Sarrail, qui se trouvait à Salonique (Grèce) et aussi au général Berthelot, qui avait organisé l'armée roumaine à la suite de la défaite russe (Révolution bolchévique de 1917), les provinces roumaines : la Bessarabie, la Bukovine et la Transylvanie, par leurs Assemblées nationales, décidèrent de s'unir à la nation-mère.

Si pour la Bessarabie et la Bukovine il n'y avait pas de discussion, en ce qui concerne la Transylvanie la situation était délicate. Cette province avait été mille ans sous l'emprise hongroise et avait en 1919 plus de cinq millions d'habitants. Les Hongrois voulaient la garder à tout prix. Les Hongrois demandèrent qu'une décision soit prise en leur faveur au sujet de cette province, lors d'une réunion plénière de la Société des Nations, dont le siège était à Genève. La propagande hongroise faite auprès des diplomates de tous les pays, et surtout vis-à-vis des pays de l'Amérique du Sud, Centrale, et du Mexique, tous, pays latins, avait porté ses fruits ; tous les représentants des peuples latins étaient favorables aux Hongrois.

Clemenceau, connaissant cette situation, demanda au représentant de la Roumanie, Titulesco, de ne pas insister pour ce débat, afin d'éviter un échec.

A cette époque, se trouvait à Bucarest un membre important du parti libéral, Jean Th. Floresco, qui avait été plusieurs fois ministre et qu'on appelait « le parrain de Bucarest » car il avait plus de 50.000 filleuls ; de plus, ce ministre fut le parrain du roi Michel II de Roumanie, actuellement en exil, car il était ministre de la Justice lors de sa naissance. Ce ministre que l'on appelait « Conou Jean » voulait à tout prix rejoindre Titulesco à Genève, prétendant pouvoir déterminer les représentants des pays latins à voter favorablement pour la Roumanie. Le chef du parti libéral de l'époque, Yonnel Bratianu, accepta, à contrecœur, de l'envoyer à Genève afin de seconder le titulaire, Titulesco, diplomate d'envergure internationale, lequel avait créé : la Petite Entente (Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie). C'est ainsi que « Conou Jean » arriva à Genève.

Titulesco n'était pas l'homme à vouloir partager une responsabilité ou assumer un rôle secondaire. Cet envoyé se contenta donc de serrer des mains, dans les couloirs, et de passer une grande partie de son temps au bar de la Société des Nations.

Un jour, au bar, il rencontra une dame élégante et belle ; Roumaine, qu'il avait connue en Roumanie et de laquelle il ne se rappelait que le prénom : « Marie ». S'approchant d'elle, il lui dit :

— Mais qu'est-ce que vous faites, Marie, à la Société des Nations.

— Je suis venue avec mon mari qui représente le Mexique.

— Ah ! Alors votre mari est l'ennemi de notre pays ! De ton pays, « la Roumanie » !

Notre Marie ne s'occupait pas de politique. Elle fut stupéfaite d'entendre cela. Tous les deux se retirèrent afin de s'expliquer et voir comment procéder afin de déterminer le ministre mexicain à de meilleurs sentiments à l'égard de la Roumanie.

La solution fut trouvée par Marie ! Dans la vie quotidienne, pour tous les actes généraux ou ceux qui le sont moins... il faut chercher « la femme ». — Elle sait s'y prendre ! Mais la femme a souvent besoin d'être dirigée ou conseillée. Un exemple : chez nos voisins, les Anglais, chaque fois qu'il y a un roi « femme », c'est-à-dire une « reine », les affaires de l'Etat marchent très bien. Si à la tête de ce royaume, il y a un « homme » ce roi ne montre jamais la même perspicacité qu'une reine.

L'explication est simple et je la donne espérant que les femmes du monde entier ne vont pas m'houspiller : chaque fois qu'il y a une reine à la tête d'un pays, derrière elle il y a un homme qui la conseille. Donc les affaires vont très bien — les conseils sont bons. Si c'est un roi, il y a une femme qui lui inspire la manière d'agir, et alors, tout ne va pas trop bien ! (Toutefois, je dois reconnaître que les femmes sont plus raisonnables que nous... plus réalistes : je n'ai jamais connu une femme qui épouserait un homme « parce qu'il a de belles jambes » !)

Mais revenons à notre histoire ! Maria trouva la solution. Elle organisa à l'ambassade, une grande réception où furent invités tous les ministres des peuples latins américains. Parmi les invités il y avait Jean Th. Floresco et Titulesco. Naturellement Titulesco avait été mis au courant « du complot ». Il se partagea le travail avec J. Th. Floresco.

Une bonne cuisine, un bon repas bien arrosé accompagné du discours des deux hommes d'Etat roumains expliquant les droits de la Roumanie sur la Transylvanie. Tout cela joint à l'élan latin, à l'enthousiasme connu de nos peuples latins, firent que la réunion se termina par des embrassades et par ces cris : « Vive la Transylvanie roumaine ! ». Dans la politique, comme dans toute situation de la vie de tous les jours : « il faut battre le fer tant qu'il est chaud ».

Titulesco se présenta à Georges Clemenceau et lui demanda de fixer la réunion concernant la Roumanie. Le « Tigre », lui, hésita, et attira l'attention sur le risque que la Roumanie pourrait encourir. Sans souffler mot de ce qui c'était passé, Titulesco insista pour obtenir la « réunion plénière » devant la Société des Nations, afin de ratifier le traité de paix concernant la Roumanie. A la stupéfaction générale, et surtout à celle des Hon-

grois, tous les représentants des pays latins des Amériques votèrent pour la Roumanie.

C'est ainsi que la Transylvanie revint à l'ancien royaume roumain, et que, même aujourd'hui, elle en fait partie intégrante. Les 800.000 soldats roumains morts et les deux millions d'estropiés comptèrent moins que les « combines » de Marie !

Clemenceau, mis au courant par les deux ministres roumains, rit sous cape, car il aimait la Roumanie et connaissait ses sacrifices pendant la guerre de 1914-1918.

Gérard SERBANESCO

RESTENT AU MARBRE de nombreux articles qui passeront en janvier : La Religion médicale *de Poulaille,* H.L. Follin *par E. Relgis,* Primauté du socialisme *(fin) d'E. Reybaud,* Parmi les groupements : *C.N.T.* 1re *région (ouest) et le programme du Centre socialiste-libertaire et d'autres rubriques dont les spectacles.*

Directeur de la publication : Louis LOUVET (inscrit sous le n° 21.451)
Paris — Imp. La Ruche Ouvrière — 10, r. de Montmorency (3e)